

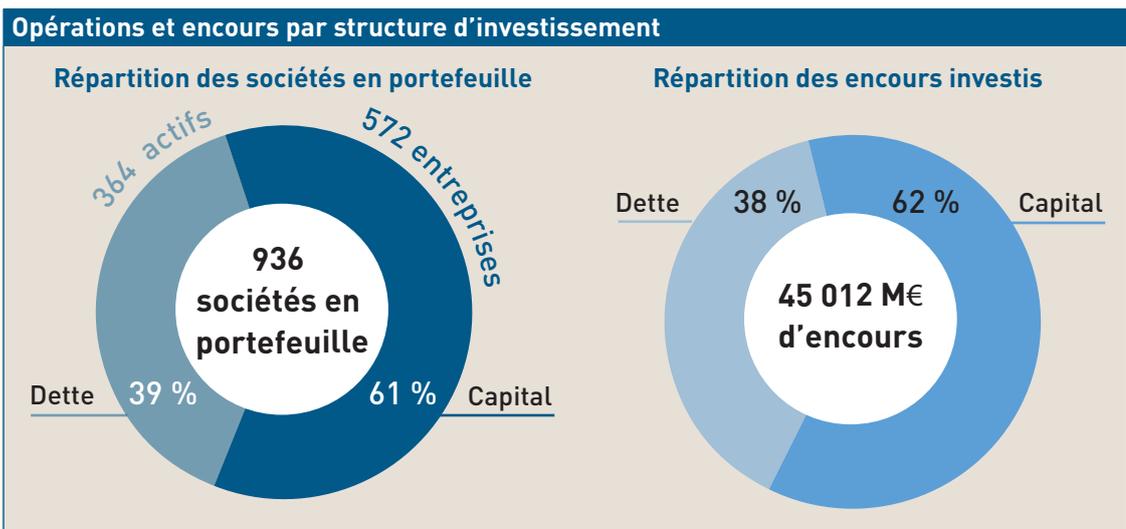
Fonds d'infrastructures gérés en France

Données 2019

Principaux résultats de l'enquête

- À fin 2019, le stock des capitaux gérés par les fonds d'infrastructures s'élevaient à 71 mds €. 2/3 des montants (44 mds €) correspondent à de l'investissement en capital et 1/3 d'entre eux (27 mds €) à du financement en dette. Ces montants témoignent de la capacité des sociétés de gestion françaises à répondre aux besoins de financement des projets d'infrastructures.
- En 2019, 15,6 mds € de capitaux ont été levés. Parmi eux, 9,9 mds € seront investis en capital et 5,7 mds € serviront à des financements en dette. Les principaux souscripteurs ont été les compagnies d'assurances/mutuelles et caisses de retraites/fonds de pension qui sont en recherche de diversification et de rendement. Pour ces investisseurs à passif long, les caractéristiques de ces actifs en termes de maturité et de charges en capital calculées sous Solvabilité II sont particulièrement attrayantes. En terme d'origine géographique, 61 % des capitaux ont été levés auprès d'investisseurs étrangers, ce qui reflète l'attractivité de l'industrie de la gestion française.
- En 2019, 10,9 mds € ont été investis dans 267 opérations dont 7,2 mds € investis en capital et 3,7 mds € en dette. Les principaux secteurs ayant bénéficié de ces investissements ont été les secteurs des énergies et des transports. Enfin, l'enquête révèle que l'Europe, hors France (57 %) est encore en 2019 devant la France (33 %) en terme de destination des investissements réalisés.

Caractéristiques des fonds d'infrastructures gérés en France en 2019



En 2019, le stock des capitaux sous gestion en fonds d'infrastructures gérés en France s'établit à 71 mds €. Il est composé de 44 mds € qui sont gérés au titre de l'activité en capital (*equity* et *quasi-equity* qui comprend également la dette mezzanine et junior) et de 27 mds € au titre de l'activité en dette. 45 mds € d'encours ont déjà été déployés fin 2019 : 62 % en capital dans 572 entreprises dont 57 % se situent en France et 38 % en dette dans 364 actifs. Le secteur dispose donc de 26 mds € de « *dry powder* » qui seront investis dans les prochaines années.

Dans l'ensemble, les secteurs bénéficiant le plus du stock de capital investi par les fonds d'infrastructures sont les secteurs des transports et des énergies. La dynamique des investissements est portée par les besoins importants dans les domaines de la transition énergétique (énergies renouvelables, environnement, transports propres) et de la digitalisation des économies (télécommunications). Au global, ces secteurs concentrent, en nombre et en encours, la majorité des investissements.

Répartition des encours par secteur d'activité

	Montants des encours en capital	Montants des encours en dette
Total Infrastructures	27 917 M€	17 095 M€
Transports	9 803 M€	6 219 M€
Énergies renouvelables	4 996 M€	3 102 M€
Télécommunications	4 663 M€	1 780 M€
Énergies conventionnelles	4 504 M€	3 881 M€
Infrastructures sociales	3 292 M€	802 M€
Environnement	358 M€	1 136 M€
Autres	300 M€	175 M€

Activité en capital

Concernant le stock de l'activité en capital, les encours investis totaux s'élèvent à 28 mds € sur 44 mds € sous gestion (soit 16 mds € de « *dry powder* »). Ils se partagent à 23 % dans la phase de construction de projets d'infrastructures dite « *Greenfield* » et à 77 % dans la phase d'exploitation dite « *Brownfield* ». Dans le cadre des levées en 2019, les « *Brownfield* » ont collecté 8,2 mds € cette année tandis que les levées « *Greenfield* » se situent à 1,7 M€.

L'activité en capital s'accroît fortement en 2019 en terme de montant avec une progression de 40 % en France (7,5 mds €) et de 34 % en Europe (16,5 mds €). En termes d'orientation géographique, les encours totaux investis au titre de l'activité en capital sont principalement orientés vers l'Europe.

Investissements par secteur d'activité

	Montants investis en M€	Nombre d'entreprises investies
Total Infrastructures Capital	3 916 M€ (2018) 7 180 M€ (2019)	111 (2018) 161 (2019)
Énergies renouvelables	1 447 (2018) 2 471 (2019)	63 (2018) 79 (2019)
Transports	1 102 (2018) 1 897 (2019)	16 (2018) 23 (2019)
Énergies conventionnelles	158 (2018) 1 180 (2019)	5 (2018) 7 (2019)
Autres	387 (2018) 621 (2019)	5 (2018) 8 (2019)
Infrastructures sociales	487 (2018) 503 (2019)	12 (2018) 27 (2019)
Télécommunications	229 (2018) 476 (2019)	4 (2018) 12 (2019)
Environnement	106 (2018) 32 (2019)	6 (2018) 5 (2019)

Les assureurs et les fonds de pension représentent les 3/4 des souscripteurs dans les capitaux nouvellement levés en 2019. En terme d'origine géographique, 61 % des capitaux ont été levés auprès d'investisseurs étrangers et 39 % auprès d'investisseurs français, soit des niveaux très proches de ceux observés en 2018.

Les principaux secteurs ayant reçu ces investissements en 2019 sont les secteurs des énergies (conventionnelles et renouvelables) avec 50 % des montants investis et des transports (27 % des montants investis). Entre 2019 et 2018 les montants investis dans le secteur des énergies (renouvelables et conventionnelles) ont été multipliés par 2,3 et ceux s'orientant vers le secteur des transports par 1,7.

En 2019, les investissements inférieurs à 20 M€ représentent 65 % des investissements en nombre pour un montant total de 592 M€ et 35 % des investissements en nombre sont supérieurs à 20 M€ pour un total de 6,6 mds €.

Investissements par ticket				
	Montants investis en M€		Nombre d'entreprises investies	
Total	3 916 M€	■ 2018	111 investissements	■ 2018
Infrastructures Capital	7 180 M€	■ 2019	161 investissements	■ 2019
Inférieur à 20 M€	508		78	
	592		104	
De 20 M€ à 49 M€	674		18	
	1 157		34	
De 50 M€ à 99 M€	306		5	
	256		4	
De 100 M€ à 199 M€	914		6	
	1 453		10	
De 200 M€ à 499 M€	814		3	
	2 217		7	
Supérieur à 500 M€	700		1	
	1 505		2	

Activité en dette

Concernant l'activité en dette, les encours totaux déjà investis s'élèvent à 17 mds € sur 27 mds € sous gestion. Ils se sous-divisent à près de 13 % dans la phase de construction d'un projet d'infrastructure dite « *Greenfield* » et à 87 % dans la phase d'exploitation dite « *Brownfield* ». Les montants prêts à être investis dans les prochaines années dits « *dry powder* » sont de 10 mds €.

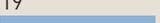
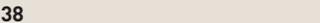
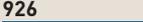
En 2019, 5,7 mds € de capitaux ont été nouvellement levés contre 2,5 mds € en 2018.

Les fonds de dette continuent de réaliser la quasi-totalité de leurs levées de capitaux auprès des assureurs (89 % des souscriptions) et les levées auprès d'investisseurs étrangers (hors France) ont été multipliées par 2,6. Les levées auprès d'investisseurs français restent quant à eux majoritaires.

Investissements par secteur d'activité				
	Montants des financements en M€		Nombre d'actifs financés	
Total	2 578 M€	■ 2018	61	■ 2018
Infrastructures Dette	3 683 M€	■ 2019	106	■ 2019
Transports	787		13	
	1 035		23	
Énergies renouvelables	791		26	
	1 010		43	
Énergies conventionnelles	633		8	
	813		18	
Télécommunications	248		9	
	495		12	
Environnement	58		2	
	290		7	
Autres	10		1	
	34		2	
Infrastructures sociales	51		2	
	5		1	

À l'instar des fonds de capital, les secteurs de l'énergie (conventionnelle et renouvelable) et des transports sont les principaux secteurs d'intervention des fonds de dette en 2019.

Les projets financés se situent principalement en France (36 %) et dans le reste de l'Europe (63 %). Enfin, les opérations réalisées avec un ticket compris entre 20 M€ et 99 M€ progressent en nombre et en montant.

Investissements par ticket		
	Montants des financements en M€	Nombre d'actifs financés
Total Infrastructures Dette	2 578 M€  2018 3 269 M€  2019	61 financements  2018 96 financements  2019
Inférieur à 20 M€	191  219 	19  38 
De 20 M€ à 49 M€	779  926 	25  30 
De 50 M€ à 99 M€	696  1 899 	11  26 
De 100 M€ à 199 M€	912  225 	6  2 
De 200 M€ à 499 M€	0 0	0 0
Supérieur à 500 M€	0 0	0 0

Les résultats de cette enquête démontrent le dynamisme et l'attractivité de la classe d'actifs qui bénéficie de l'expertise historique de l'écosystème de l'industrie de la gestion française, leader européen, dans le financement et la réalisation des infrastructures. L'intégration d'une démarche ESG par la quasi-totalité des acteurs, et la part en forte croissance des investissements dans les énergies renouvelables, témoignent du rôle moteur que jouent les gérants de fonds d'infrastructure français dans la promotion de l'investissement responsable et la transition énergétique. Le financement des infrastructures digitales est également en forte croissance, reflétant les besoins massifs dans la digitalisation de l'économie.

L'AFG et France Invest ont conduit une enquête annuelle, auprès de 25 sociétés de gestion gérant en France des fonds d'infrastructures et ce quelle que soit la destination géographique de leurs investissements. Elle se réfère à l'activité dans les Greenfield et Brownfield, et incluent aussi bien les financements en capital qu'en dette. Les statistiques excluent la part des co-investisseurs dans le financement des infrastructures.

L'Association Française de la Gestion financière (AFG) représente et promeut les intérêts des professionnels de la gestion pour compte de tiers. Elle réunit tous les acteurs du métier de la gestion d'actifs, qu'elle soit individualisée (mandats) ou collective. Ces derniers gèrent plus de 4 000 milliards d'euros d'actifs, soit un quart du marché de la gestion d'Europe continentale.